

La gauche sacrifie, à nouveau, son gouvernement

Roumanie En désaccord avec le leader de son parti, le Premier ministre Mihai Tudose a été contraint de démissionner.

Le scénario a comme un goût de déjà-vu, mais n'en est pas moins surprenant. Le Parti social-démocrate (PSD), au pouvoir en Roumanie, a provoqué lundi la chute de son propre gouvernement, pour la deuxième fois en un an. Le parti a désigné mardi une eurodéputée, Viorica Dancila, pour succéder à Mihai Tudose au poste de Premier ministre. En attendant, Klaus Iohannis, le président de centre droit, a chargé le ministre sortant de la Défense Mihai Fifor d'assurer l'interim. *"Je pars la tête haute"*, a déclaré Mihai Tudose. Mais le fait est que le gouvernement a, une nouvelle fois, dû s'incliner devant les caprices de son véritable dirigeant, Liviu Dragnea.

Le chef de file du PSD a vu s'envoler son rêve d'occuper la fonction la plus puissante du pays après avoir été condamné à deux ans de prison avec sursis pour fraude électorale. Il garde néanmoins les rênes du pouvoir, écrasant tout social-démocrate qui voudrait s'affranchir de son influence. Il y a six mois, l'alors Premier ministre Sorin Grindeanu était poussé à la démission. Officiellement, à cause des "retards" dans la mise en œuvre du programme économique social-démocrate. En réalité, parce que M. Grindeanu semblait commencer à réaliser que c'était bien lui qui était en charge du gouvernement et non M. Dragnea. Une "erreur" qui lui a coûté sa fonction et que son successeur n'a pas pu s'empê-

cher de répéter. A l'issue d'une réunion lundi soir, le PSD n'a plus fait l'effort de maquiller la démission du gouvernement avec des arguments de bonne foi électorale. *"Il y a une situation conflictuelle entre le parti et le gouvernement ainsi qu'au sein du gouvernement même"*, a souligné M. Dragnea.

Des Premiers ministres "indisciplinés"

Les relations entre les deux hommes n'ont cessé de se dégrader, à tel point que le limogeage de Mihai Tudose n'était plus qu'une question de temps. Il y a trois mois déjà, le Premier ministre s'était permis de remanier son gouvernement, sans la bénédiction du chef du PSD. Récemment, il a osé toucher à un allié de M. Dragnea, en exigeant la démission de Carmen Dan, ministre de l'Intérieur, suite à un scandale de pédophilie qui a éclaboussé la police. M. Tudose a

même été jusqu'à s'indigner, dans une interview, que M. Dragnea prenne des décisions sans consulter les membres du parti.

Il n'était pourtant pas seul. Quelques voix ont commencé à s'élever pour dénoncer l'emprise de Liviu Dragnea sur le parti, et donc sur le pays, témoignant d'un certain malaise au sein du PSD. *"L'année 2017 est l'année où Liviu Dragnea a essayé de mettre la main sur le pouvoir absolu en Roumanie"*, dénonce l'eurodéputé du PSD Catalin Ivan, pour qui l'année 2018 marquera la chute de Liviu Dragnea.

Confronté à un Premier ministre "indiscipliné" et des voix discordantes au sein du PSD, M. Dragnea a *"cherché ainsi à rappeler qu'il est le seul dirigeant du parti"*, explique le politologue Cristian Pirvulescu. *"Mais même si les Premiers ministres semblent faibles, une fois en poste, ils deviennent peu à peu indépendants."*

Ils réalisent qu'ils ont des attributions, ils rentrent en contact avec des homologues étrangers, des ambassades. Leurs priorités deviennent nécessairement différentes de celles de Liviu Dragnea. D'autant qu'il mène une bataille personnelle avec la justice, bataille qui n'est pas celle des Premiers ministres."

Bras de fer avec la justice

En un an au pouvoir, le PSD s'est illustré par un interminable bras de fer avec la justice. Les tentatives du gouvernement d'assouplir la lutte anticorruption ont donné lieu à des manifestations d'une ampleur sans précédent dans le pays. Le PSD a fini par faire marche arrière, avant de récidiver. En décembre, la majorité parlementaire a adopté trois lois modifiant le fonctionnement de la justice, qui ont été contestées par l'opposition devant la Cour constitutionnelle. Actuellement jugé pour abus de pouvoir dans une affaire d'emplois fictifs, le leader social-démocrate est aussi soupçonné de détournement de fonds européens. D'aucuns expliquent donc l'actuelle guerre entre le PSD et la justice par la volonté de Liviu Dragnea de nettoyer son casier judiciaire.

Maria Udrescu

"En 2017, Liviu Dragnea a essayé de mettre la main sur le pouvoir absolu."

Catalin Ivan

Eurodéputé
du Parti social-démocrate